Les synthèses des interventions politiques

La dernière table-ronde de la journée a réuni, autour de Grégory Blanc, Sénateur ESNT de Maine-et-Loire, des maires de diverses sensibilités, de divers territoires et de diverses strates :

- Nathalie Appéré, maire socialiste de Rennes (Ille-et-Vilaine, 780 500 hab.)
- Patrice Bessac, maire communiste de Montreuil (Seine-Saint-Denis, 12 400 hab.)
- Stéphane Le Foll, ancien ministre, maire socialiste du Mans (Sarthe, 145 000 hab.)
- Claire Masson, maire écologiste d'Auray (Morbihan, 14 400 hab.)
- Aurélie Mézière, maire divers gauche de Plessé (Loire-Atlantique, 5 300 hab.)

Malgré leurs sensibilités et leurs expériences variés, tous partagent une conviction commune : la transition écologique ne peut réussir qu'à condition d'être profondément sociale, démocratique et territorialisée.

Leurs échanges, empreints de réalisme et d'ambition, témoignent d'une volonté de refonder l'action publique à partir du local, dans une période où la politique nationale est plus que fracturée et inopérante.

Ce cahier restitue les grands enseignements de cette rencontre en les organisant autour de six grandes **thématiques transversales**, qui dessinent les contours d'une **social-écologie de terrain**, vivante et incarnée.

A) Gouverner à hauteur d'habitants : démocratie et participation

L'un des fils conducteurs de la rencontre est la conviction que la démocratie locale doit se réinventer. Pour ces maires, gouverner aujourd'hui, c'est avant tout **faire avec les habitants**, et non pas uniquement **pour eux**.

Aurélie Mézière, maire de Plessé, a ouvert le débat qui résume toute sa démarche : « Notre prérequis, c'est de faire de la politique avec les gens, pas pour les gens. »

À Plessé, tout l'enjeu a été de donner corps à la démocratie participative en la faisant devenir une méthode de gouvernance : ouverture des commissions municipales aux habitants, création des "VIP" — Volontaires Investis à Plessé — ouverts à tous les habitants dès 14 ans, et participation citoyenne dans toutes les décisions locales.

Focus : Les VIP de Plessé

Chaque habitant de Plessé peut, dès 14 ans, s'inscrire en tant que VIP et s'engage à participer au moins un an aux commissions municipales ouvertes.

Les comités permanents traitent les affaires courantes de la commune (comme c'est le cas pour les commissions municipales classiques) et les groupes de projet travaillent sur les grands projets structurants de la commune.

Cette approche a réussi à s'ancrer notamment dans la ruralité : la proximité et la responsabilité collective sont des leviers de confiance.

« Quand on partage les informations et qu'on respecte les gens, le rapport à l'écologie devient transclasse. »

Patrice Bessac, Maire de Montreuil

Patrice Bessac, maire de Montreuil, a prolongé cette réflexion à l'échelle urbaine, en évoquant sa **Convention citoyenne pour le climat**, organisée à l'échelle intercommunale du Grand Paris. Cent citoyens tirés au sort, et surtout rémunérés pour lever les freins à la participation, ont planché pendant plusieurs mois sur la transition écologique.

Cette expérience montreuilloise démontre que, dès lors que les habitants comprennent le sens des politiques publiques, les clivages sociaux s'estompent.

Nathalie Appéré, maire de Rennes, défend la même idée : la démocratie locale est une condition de la transition. Selon l'édile, le mandat municipal est même celui de « la résistance et de la créativité. »

À Rennes, la participation se décline sous toutes ses formes : budgets participatifs, tirages au sort, conférences de consensus, rémunération des participants pour garantir la diversité sociale -comme cela se fait à Montreuil. Pour elle, la participation n'est pas un gadget, mais un apprentissage de la complexité et de la co-construction.

Ces démarches se rejoignent dans une même philosophie : **redonner du pouvoir d'agir**.

« Dans un contexte de désaffection démocratique, la participation devient un remède à l'impuissance ressentie par les citoyens. »

Nathalie Appéré, Maire de Rennes

B) L'écologie du quotidien : alimentation, santé, logement, mobilité

Les interventions ont également montré que la transition écologique se joue d'abord sur les questions les plus concrètes afin de toucher les habitants dans leur quotidien : se loger, se nourrir, se déplacer, vivre en bonne santé.

Claire Masson, maire d'Auray, en a fait l'un des piliers de son mandat. Dans un territoire à dominante rurale et conservatrice, elle a ancré son action autour de quatre axes : **alimentation, santé, logement et mobilité**.

« On a acheté une ferme maraîchère, on embauche des maraîchers en régie, et on construit une cuisine centrale municipale pour les écoles et les crèches », explique-t-elle.

Autour de cette ferme bio, des actions éducatives et sociales ont émergé : ateliers de cuisine dans les quartiers, camion-cuisine itinérant, recettes de cuisine distribuées par le CCAS, paniers bio pour les femmes enceintes. L'alimentation devient un outil d'inclusion, de santé publique et de lien social.

À Montreuil, Patrice Bessac inscrit sa politique dans une logique similaire :

- **Alimentation durable**, en tissant des liens entre restauration scolaire et agriculture locale.
- **Végétalisation urbaine**, avec la suppression de centaines de places de stationnement pour planter des arbres.
- **Réemploi**, avec la création d'un Village du réemploi de 1 800 m².

Focus : Le Village du Réemploi de Montreuil

8 boutiques et les bureaux du réseau francilien du réemploi sont réunis au même endroit au cœur de Montreuil. L'objectif premier : donner de la visibilité aux acteurs du réemploi solidaire.

Tous les ans, ce ne sont pas moins de 1000 tonnes d'objets récupérés et 40 personnes salariées.

Tout l'enjeu était d'accompagner les démarches vertueuses pour les faire passer du statut de « marginalité associative à un véritable secteur économique structuré ».

Pour Nathalie Appéré, la question écologique rejoint celle de la santé : la qualité de l'air, des aliments, du logement. « Les besoins des gens, c'est se loger, se nourrir, vivre dignement. Répondre à ces besoins, c'est déjà faire de la transition. »

Cette écologie du quotidien, partagée par tous les intervenants, permet de dépasser les clivages idéologiques. Elle ancre la transition dans la vie réelle, là où se construisent les solidarités.

C) Territoires en transition : du rural à la métropole

Les échanges ont mis en évidence la diversité des contextes : de la petite commune rurale à la grande métropole, **l'écologie n'a pas la même échelle, mais la même ambition**.

Aurélie Mézière, dans sa commune de Plessé, revendique un modèle rural innovant. « Nous sommes loin de tout et proches de tout », constate-t-elle. Entre les pôles d'attractivité de Nantes, Rennes et Saint-Nazaire, la maire de cette petite commune ne

cesse d'expérimenter pour trouver des solutions adaptées : habitat léger, circuits courts, transport à la demande, politique agricole et alimentaire communale.

« Dans un territoire rural, là où les moyens sont limités, la créativité est une force sur laquelle s'appuyer. »

Aurélie Mézière, Maire de Plessé

À Auray, Claire Masson agit à l'échelle d'une intercommunalité de 24 communes-membres. Sa priorité à l'échelle intercommunale : que la transition ne s'arrête pas à Auray, ville-centre d'Auray Quiberon Terre Atlantique. Les programmes de santé et d'alimentation s'étendent aux communes rurales, où le vote d'extrême droite progresse le plus. Ces deux politiques sont, pour la maire alréenne, « les deux priorités des habitants », et donc celles qui leur parlent le plus.

À Montreuil, Patrice Bessac illustre l'écologie populaire d'une grande ville métropolitaine : la végétalisation, le logement, la diversité sociale et culturelle comme leviers de cohésion. À Rennes-Métropole, Nathalie Appéré appuie la **planification écologique métropolitaine**, articulant foncier, mobilité, logement et eau potable autour de la justice sociale.

Cette pluralité de propositions et de solutions montre qu'il n'existe pas une seule écologie, mais **des écologies territorialisées**, construites à partir des réalités locales.

« Le local, c'est déjà du national en actes. Les territoires sont les laboratoires d'une France en transition. »

Patrice Bessac, Maire de Montreuil

D) Les finances publiques : le nerf de la transition

Tous s'accordent : la transition écologique ne peut pas reposer sur des collectivités financièrement asphyxiées.

Stéphane Le Foll rappelle un chiffre frappant : « Le coût de la non-action dépasse 10 % du PIB. » Pour le maire socialiste, l'investissement local dans la décarbonation — logements, transports, isolation — n'est pas uniquement une dépense, mais avant tout un **investissement d'avenir**. Tout investissement dans la décarbonation, au-delà d'être un investissement en faveur du climat, est aussi un coût en moins pour les générations futures.

« Il faut sortir la dette écologique des règles budgétaires classiques. Ce que nous faisons, ce sont des investissements qui évitent des coûts futurs. »

Stéphane Le Foll, Maire du Mans

Claire Masson abonde dans ce sens tout en regrettant la perte d'autonomie des communes : « La suppression de la taxe d'habitation et de la CVAE a privé les collectivités de leurs marges de manœuvre. Les compensations de l'État ne couvrent pas la croissance démographique. » Résultat : les communes moyennes voient leurs recettes stagner alors que leurs charges explosent.

Le débat met en lumière une évidence : **l'autonomie financière est une condition de la transition**. Sans ressources, pas de politique ambitieuse sur l'énergie, la mobilité ou l'alimentation. L'ensemble des intervenants appelle donc à **refonder la décentralisation à la lumière de l'écologie**, et non à partir du seul prisme de la comptabilité.

E) Faire bloc : reconstruire un projet politique de gauche

Les échanges prennent une tournure plus politique lorsqu'il s'agit d'aborder la question de la gauche et de son avenir. Stéphane Le Foll ouvre le débat : « Nous sommes passés de la lutte des classes à la lutte contre le déclassement. »

Pour l'ancien ministre, la gauche doit sortir de la nostalgie et repenser son discours dans un monde individualisé, fragmenté, où le Rassemblement national progresse – environ 33% sur le plan national dans les derniers sondages. Il plaide pour une **social-écologie d'investissement massif**, fondée sur la production, la décarbonation et le pouvoir d'achat.

Patrice Bessac élargit la focale : « Mon sujet n'a jamais été de me différencier, mais de mener des politiques publiques cohérentes. » Pour le maire communiste, la reconstruction passe par un **travail collectif de fond** : une élaboration programmatique commune à la gauche et aux écologistes, tournée vers l'avenir. « On ne bâtira pas d'alternative sans un projet de gouvernement crédible. »

Nathalie Appéré ajoute une dimension stratégique : la reconstruction du lien démocratique. « La planification écologique ne peut susciter d'adhésion que si elle s'enracine dans les besoins concrets des habitants. » C'est en montrant que la politique change la vie réelle que la gauche pourra redevenir crédible.

Aurélie Mézière, de son côté, appelle à **réhabiliter la fraternité** dans le discours politique : « On ne fera pas bouger les lignes en tapant sur les uns et les autres. Le changement se fera en embarquant les gens. »

Tous convergent sur une idée : la gauche doit redevenir **lisible, confiante et collective.** Une social-écologie politique, ni technocratique ni incantatoire, mais structurante et partagée.

F) Décentralisation et puissance publique : refonder l'État local

Le débat s'achève sur un thème central : **quelle articulation entre l'État et les collectivités ?**

Nathalie Appéré met en garde contre une décentralisation conçue comme un simple outil d'économie. « Si la décentralisation est pensée pour faire des économies, ça ne marchera pas. Elle doit être avant tout un projet démocratique. Le prisme comptable est secondaire. » Elle appelle à repenser les lois de décentralisation à la lumière des enjeux écologiques, car ce sont les communes et intercommunalités qui sont aujourd'hui **les véritables autorités organisatrices de la transition**.

Patrice Bessac rappelle que les territoires sont aussi des espaces politiques : « Les lieux où l'on peut encore parler de politique se sont raréfiés. Les communes restent des laboratoires d'idées pour reconstruire la gauche. »

Ainsi, la décentralisation de demain ne doit pas être un désengagement de l'État, mais une **reconnaissance de la capacité d'agir des territoires**, articulée à une stratégie nationale de planification écologique.

« Les grandes lois nationales sont souvent nées de petites expériences locales réussies. »

Claire Masson, Maire d'Auray

Conclusion : une gauche des territoires pour une écologie populaire

Ce tour de table inédit révèle une conviction partagée : la transformation écologique et sociale ne viendra pas d'en haut, mais **des territoires**, de leurs habitants, de leurs élus.

Les maires présents l'ont montré chacun à leur manière :

- par la **participation citoyenne** (Mézière, Appéré, Bessac),
- par **l'écologie du quotidien** (Masson, Bessac),
- par **l'investissement public** (Le Foll),
- et par une **vision politique commune** (Appéré, Bessac, Le Foll).

La social-écologie n'est donc plus un concept abstrait, mais une **pratique vivante** : celle qui relie le social et l'environnemental, le local et le national, la solidarité et la responsabilité.

« Le local, c'est déjà du national en actes », a résumé Patrice Bessac.

Et c'est peut-être là, dans cette phrase, que se trouve la clé de la reconstruction politique à venir : une France qui se réinvente à partir de ses territoires, de ses habitants, et d'une politique publique à hauteur d'humain.